République Française - Département de Saône-et-Loire

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1978 — 2e CIRCONSCRIPTION DE CHAROLLES

## RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE
## POUR L'UNION DE LA MAJORITÉ

# marcel BLANCHARD

vous propose un programme



## POUR LA FRANCE

- une France indépendante sans compromis à l'égard de quiconque
- une politique de l'économie qui s'appuie sur un plan démocratique incitatif et une croissance vigoureuse
- rendre aux Français la liberté d'entreprendre
- accélérer la mise en œuvre de la solidarité nationale par une législation sociale en faveur des personnes âgées, des handicapés et des plus défavorisés
- un emploi pour tous et notamment pour les jeunes
- la sécurité des biens et des personnes pour tous
- une agriculture prospère, un commerce dynamique et une industrie puissante

## POUR NOTRE RÉGION

### 5 PRIORITÉS POUR LE CHAROLLAIS

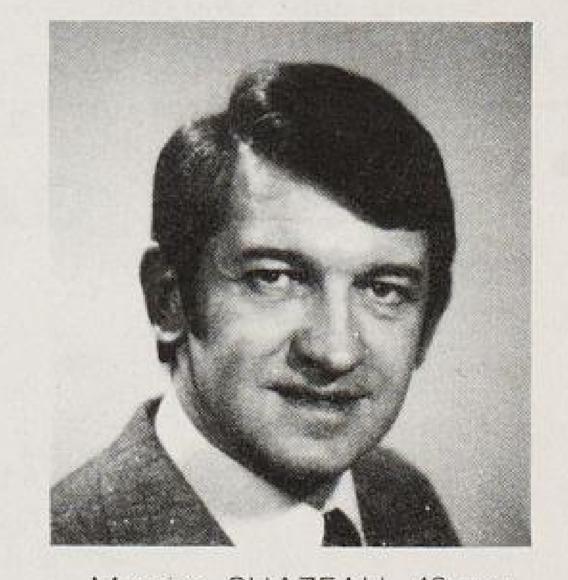
1. — Création d'emplois, par l'implantation d'entreprises industrielles, artisanales et commerciales (500 emplois nouveaux sont nécessaires chaque année)
2. — Développement et amélioration du dispositif hospitalier
3. — Protection de l'environnement et maintien d'exploitations familiales agricoles prospères
4. — Renforcement des voies et moyens de communication (routes, téléphone)
5. — Amélioration de l'habitat (20 % construit après 1914 contre 50 % en FRANCE)

**LA LIBERTÉ NE SE PERD QU'UNE FOIS**

**GAGNEZ POUR UNE FRANCE LIBRE**
**GAGNEZ POUR VOTRE RÉGION**

**en votant pour une équipe efficace**

Marcel BLANCHARD, 54 ans
Chef d'entreprise P.M.E.
Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie des arrondissements de Mâcon et Charolles
Membre de section du Conseil Economique et Social National
Chevalier de l'Ordre National du Mérite



Maurice CHAZEAU, 42 ans
Agent Technique
Conseiller Municipal de Digoin

*Imp. Gueugnonnaise* — *Vu, les candidats.*

# ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Nous nous présentons en équipe, Marcel BLANCHARD et Maurice CHAZEAU, pour travailler au progrès de cette région.

Bien sûr, nous avons fait un choix politique en refusant l'aventure collectiviste ; nous refusons aussi le retour des partis de gauche, qui avaient mis la France au bord de la faillite en 1958.

Nous avons choisi la Majorité, c'est-à-dire la stabilité des institutions, l'indépendance nationale, le progrès que nous envient bien d'autres nations, et la justice sociale. Nous voulons aussi garder la liberté.

Nous vous rappelons un bref bilan de notre société de liberté :

## • Agriculture

— la situation des agriculteurs âgés s'est améliorée
— la productivité s'est développée
— l'installation des bâtiments d'élevage a été facilitée
— la formation des jeunes agriculteurs est devenue une priorité nationale
— le niveau de vie s'est élevé en milieu rural

## • Commerçants, artisans

— leur régime d'assurance sociale a été amélioré
— la contribution sociale de solidarité a été imposée aux grandes surfaces
— des aides spéciales ont été affectées aux commerçants âgés
— le régime d'imposition a été rapproché de celui des salariés

## • Salariés

— renforcement de la politique contractuelle
— formation permanente et professionnelle permettant à tout salarié d'obtenir un congé formation décisif pour sa promotion sociale

## • Politique sociale

— augmentation du minimum vieillesse
— revalorisation des prestations familiales
— allocations logement aux personnes âgées, aux handicapés, aux jeunes travailleurs

Certes, tout n'est pas parfait en France : l'économie est grippée, les campagnes sont encore insuffisamment équipées, les injustices restent trop nombreuses. Mais en France chacun est libre de penser ce qu'il veut et de dire ou d'écrire ce qu'il pense.

QUE NOUS PROPOSE LE COLLECTIVISME ?

Sous prétexte que tout n'est pas parfait, socialistes, communistes et radicaux de gauche affirment qu'il faut tout bouleverser, que l'on doit nationaliser les entreprises, qu'il faut encore changer l'enseignement, qu'il est urgent de réformer la famille, que la propriété est suspecte... Alors ils préconisent des mesures qui constitueraient, si elles étaient appliquées, un premier, mais un grand pas vers le collectivisme.

Et cependant, l'échec économique du collectivisme est évident. La preuve ? l'exemple des deux Allemagnes l'apporte. En 1975, le produit national brut par habitant, était de 31.000 F. en Allemagne de l'Ouest, et de 12.500 F. seulement en Allemagne de l'Est. Pourtant, ces deux pays habités par un même peuple, sont partis en 1945 de la même situation. D'où vient la différence, sinon de la bureaucratisation, de l'étouffement des initiatives, du dogmatisme marxiste.

Est-ce cela que l'on veut chez nous ?

Nous répondons non ! résolument non ! à ceux qui veulent asservir la France.

NOUS VOULONS TRAVAILLER POUR UNE FRANCE MEILLEURE ET UNE RÉGION PROSPÈRE.

Il y a des progrès souhaitables pour la France et pour notre région. Ces progrès là, ce n'est ni le collectivisme ni les discours qui peuvent les apporter. Les institutions de la V[e] République, fondée par le Général DE GAULLE, donnent à la France toutes les conditions de la liberté, de l'expansion économique et du progrès social.

Quant aux habitants de l'arrondissemnt de Charolles, ils n'ont pas besoin de promesses électorales ; ils réclament des actions concrètes, un effort véritable pour obtenir ce qui leur manque.

A la tête du Comité Départemental d'Expansion Economique, puis de la Chambre de Commerce et d'Industrie, j'ai déjà cherché et trouvé des réponses à vos problèmes avec l'appui de gens dévoués au bien commun : création de zones industrielles, implantations d'entreprises, aides aux créations d'emplois, statut des mineurs, promotion de l'agriculture, du commerce et de l'artisanat. Mais il faut faire davantage encore.

NOUS VOULONS CONSTRUIRE AVEC VOUS L'AVENIR DE LA RÉGION.

Voilà notre engagement. Il vous appartient à présent de décider. Faites-le en pensant à vous, à l'avenir de vos enfants, en pensant aussi à la France.

Dès le premier tour voter est un devoir !

## GAGNEZ AVEC L'ÉQUIPE R.P.R., pour l'Union de la Majorité.

Marcel BLANCHARD

Maurice CHAZEAU